



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33 100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale des actionnaires de la société LNA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LNA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 31 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note IV de l'annexe des comptes annuels concernant les événements postérieurs à la clôture relatifs aux conséquences de la crise sanitaire liée au Covid-19.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et créances rattachées

Risque identifié :

Les titres de participation et créances rattachées, figurant au bilan au 31 décembre 2019 pour respectivement des montants nets de 184 et 140 millions d'euros, représentent deux des postes les plus importants du bilan.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport, puis le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 2.2.3 de l'annexe, la valeur d'utilité est appréciée par la Direction générale du groupe sur la base des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché en fonction de leurs perspectives de développement et de résultats.

Par ailleurs, les créances rattachées aux titres de participation peuvent également faire l'objet d'une dépréciation si, sur la base de ces analyses, leur caractère recouvrable était remis en cause.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres et du caractère recouvrable des créances rattachées requiert l'exercice du jugement de la Direction en ce qui concerne les flux de trésorerie futurs, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'actualisation.

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Travaux des commissaires aux comptes

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des méthodes mises en place par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui, par ailleurs, ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Examiner les flux futurs de trésorerie retenus par la Direction, au regard des données budgétaires, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- Analyser et apprécier le taux d'actualisation retenu par la Direction en nous assurant de la pertinence des différents paramètres qui le constituent ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article d.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration, sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LNA SANTE par l'assemblée générale du 23 juin 2010 pour le cabinet IN EXTENSO AUDIT et du 03 Mars 2008 pour le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY.

Au 31 Décembre 2019, le cabinet IN EXTENSO AUDIT était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY dans la 13ème année, dont respectivement 10 et 13 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à BORDEAUX et à NANTES
Le 29 avril 2020
Les Commissaires aux Comptes

EXPERTISE AUDIT ADVISORY
Christophe ROUSSELI

IN EXTENSO AUDIT
Françoise GRIMAUD PORCHER

BILAN AU 31/12/2019

Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 268 944	5 650 884	2 618 060	2 493 769
Fonds commercial	51 900		51 900	51 900
Autres immobilisations incorporelles	217 692		217 692	212 905
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	72 894	34 472	38 422	23 545
Autres immobilisations corporelles	3 511 897	1 861 308	1 650 589	999 154
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	192 362 650	8 800 041	183 562 609	183 020 743
Créances rattachées à des participations	140 098 271		140 098 271	92 509 642
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 011		3 011	189
Autres immobilisations financières	19 372 632		19 372 632	19 254 624
ACTIF IMMOBILISE	363 959 891	16 346 705	347 613 186	298 566 472
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	11 302 448		11 302 448	1 659 695
Autres créances	137 117 559	12 225 718	124 891 841	114 763 306
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	36 533 317	42 705	36 490 612	31 836 676
(Dont actions propres :				
Disponibilités	21 127 162		21 127 162	32 191 669
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	604 206		604 206	593 740
ACTIF CIRCULANT	206 684 692	12 268 423	194 416 269	181 045 086
Frais d'émission d'emprunts à étaler	1 793 411		1 793 411	2 079 922
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	572 437 994	28 615 128	543 822 866	481 691 480

Bilan passif

Rubriques	Exercice 2019	Exercice 2018
Capital social ou individuel (dont versé : 19 411 874)	19 411 874	19 411 874
Primes d'émission, de fusion, d'apport	49 912 312	49 912 312
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 941 187	1 941 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	18 767 904	18 767 904
Report à nouveau	70 850 915	84 829 018
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	10 083 139	-10 311 083
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 304 748	1 159 467
CAPITAUX PROPRES	172 272 080	165 710 679
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	2 039 665	1 436 195
Provisions pour charges		
PROVISIONS	2 039 665	1 436 195
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	52 001 427	52 001 427
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	109 853 206	89 109 268
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	114 715 662	106 960 401
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 286 017	3 825 737
Dettes fiscales et sociales	7 748 337	3 482 853
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	224 296	106 144
Autres dettes	79 682 177	59 058 776
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	369 511 121	314 544 606
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	543 822 866	481 691 480

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2019

Rubriques	Exercice 2019		Total	Exercice 2018
	France	Exportation		
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	40 803 868	241 087	41 044 955	39 596 385
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	40 803 868	241 087	41 044 955	39 596 385
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 238	12 394
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			411 548	1 441 285
Autres produits			36	9
PRODUITS D'EXPLOITATION			41 463 777	9
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				41 050 072
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			95 336	88 239
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			21 766 482	20 333 086
Impôts, taxes et versements assimilés			796 263	804 814
Salaires et traitements			9 852 315	9 083 585
Charges sociales			4 060 396	4 411 327
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 460 994	1 397 054
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			366 115	202 050
Autres charges			107 718	103 739
CHARGES D'EXPLOITATION			38 505 617	36 423 894
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 958 159	4 626 179
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			12 674 611	12 142 540
Produits financiers de participations			11 264 053	11 204 935
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			956 097	662 737
Autres intérêts et produits assimilés			350 193	274 868
Reprises sur provisions et transferts de charges			104 268	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 466 625	4 845 456
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 098 300	750 773
Intérêts et charges assimilées			4 368 325	4 094 683
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			7 207 986	7 297 083
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			10 166 145	11 923 262
PRODUITS EXCEPTIONNELS			4 569 232	3 357 300
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			35 871	59 410
Produits exceptionnels sur opérations en capital			191 167	2 741 901
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 342 194	555 989
CHARGES EXCEPTIONNELLES			3 884 804	26 853 369
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 880	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1 920 852	11 926 990
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			1 962 072	14 926 379
RESULTAT EXCEPTIONNEL			684 428	-23 496 069
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			233 977	142 791
Impôts sur les bénéfices			533 457	-1 404 515
TOTAL DES PRODUITS			58 707 619	56 549 912
TOTAL DES CHARGES			48 624 480	66 860 995
BENEFICE OU PERTE			10 083 139	-10 311 083

Tableau des flux de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	2019	2018
RESULTAT NET	10 083	-10 311
Dotations nettes amortissements et provisions	468	15 650
Dividendes reçus	-8 001	-7 862
Résultat de cession et autres charges	1 580	11 914
Charge d'impôt	594	-1 405
Charge d'intérêt	3 358	3 144
MBA AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT ET IMPÔTS	8 083	11 130
Variation du BFR	-7 079	-1 333
Impôts payés	1 668	-4 287
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONELLES	2 672	5 510
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-966	-1 579
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-1 043	-170
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	118	106
Acquisitions d'actifs financiers <i>sous forme d'avances consenties en c/c</i>	-3 054	-2 526
Variation des autres prêts et avances consentis	-42 973	-7 913
Cession d'immobilisations incorporelles	184	172
Cession d'immobilisations corporelles	7	26
Dividendes reçus	8 001	7 862
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-39 725	-4 021
Actions propres et autres flux	-128	-1 902
Emission d'emprunts	48 300	35 990
Remboursement d'emprunts	-25 611	-48 036
Flux de financement sur dettes diverses (aug)	-1 956	-2 176
Flux de financement sur dettes diverses (Dim)	2 176	3 332
Variation des titres négociables à court terme	7 500	-13 500
Comptes Courants	9 420	28 181
Dividendes versés	-3 667	-3 097
Intérêts payés	-3 255	-3 329
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	32 780	-4 537
Trésorerie à l'ouverture	56 731	59 778
Trésorerie à la clôture	52 457	56 731
VARIATION DE TRESORERIE	-4 273	-3 047

ANNEXES

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Couverture de taux :

Dans le cadre de la couverture du RCF, LNA Santé a mis en place des couvertures de taux à hauteur de 20 millions d'euros (CAP à hauteur de 15 millions d'euros et 5 millions en SWAP).

LNA Santé, en fonction des opportunités de marché, pourrait être amenée à compléter cette couverture sur l'exercice 2020.

Agrandissement de bureaux – Siège social Vertou :

Les travaux de l'extension des bureaux ont été livrés en avril 2019.

Cette extension, sur 2 600 m² de surface de plancher, a permis de passer de 200 à 325 postes, en prévision des développements futurs.

Déménagement bureaux parisiens :

L'établissement secondaire a déménagé courant 2019 et se situe désormais au 47 rue de Montparnasse à Paris (14).

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. *Principes généraux*

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. *Présentation des comptes annuels et méthodes d'évaluation retenues.*

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 **Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont amortis dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée d'un an, à l'exception de l'ERP amorti sur une durée de 5 ans.

LNA Santé comptabilise les frais de développement internes liés à l'implantation d'un système informatique intégré en immobilisation incorporelles puisque la société peut démontrer :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service,
- Sa capacité à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,

- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable

Fiscalement, les licences liées à l'ERP sont amorties sur un an et les coûts de développement sont comptabilisés en amortissement dérogatoires.

2.2 Immobilisations corporelles

Les règlements relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation et la dépréciation des actifs, ont été appliqués depuis le 1^{er} janvier 2005 dans la société selon la méthode rétrospective.

Dans le cadre de l'application de ces règlements, les règles mises en place au cours de l'exercice 2005 perdurent à savoir :

- les immobilisations acquises font l'objet de décomposition dès lors que celle-ci s'avère significative. En revanche, les actifs dont les éléments constitutifs sont exploités de façon indissociable ne sont pas décomposés et donnent lieu à un seul plan d'amortissement.
- Les amortissements sont calculés selon la durée d'utilisation des biens et des composants lorsqu'ils sont dissociés.

Au titre de l'exercice 2019, aucun changement de plan d'amortissement n'a été constaté, de même la société n'a procédé à aucune reconsidération des décompositions effectuées en 2005.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation à savoir :

Installations techniques	5 ans/10 ans
Matériel de transport	1 an
Installations générales	10 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans/5 ans
Mobilier	10 ans

2.3 Participations, titres immobilisés et créances rattachées.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport. Les frais d'acquisition sont enregistrés en charges et retraités fiscalement sur une durée de cinq ans.

Les autres immobilisations financières intègrent les malis de fusion affectés à des titres de participations.

Lorsque la valeur brute comptable des titres et des malis de fusion qui leur sont affectés, est supérieure à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée sur la base de ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée par la direction générale du groupe, sur la base des capitaux propres de la société détenue à la clôture de l'exercice, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché.

Le cas échéant, les créances rattachées font également l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2019, LNA Santé a comptabilisé une dépréciation sur titres à hauteur de 0.78 millions d'euros ce qui porte le montant total des provisions pour dépréciation des titres à 8.8 millions d'euros. Elle a également procédé à la comptabilisation d'une dépréciation des comptes courants pour un montant de 1.67 millions d'euros et d'une reprise de dépréciation des comptes courants pour un montant de 4.19 millions d'euros, portant le montant total à 12.07 millions d'euros.

2.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées lorsque la valeur estimée d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients douteuses est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

L'ancienneté des créances et un défaut de paiement au terme habituel du débiteur constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

2.5 Actions propres

LNA Santé comptabilise les actions propres en valeur mobilière de placement à leur coût d'acquisition.

Les produits et les charges générées par les achats et ventes d'actions sont enregistrées en résultat financier.

Le nombre de titres détenus par la société LNA Santé s'élève à 55 348 actions, d'une valeur nominale de 47.39 euros, et valorisées à 2 623 163 euros.

Une reprise pour dépréciation des actions propres a été constatée à hauteur de 104 milliers d'euros.

2.6 Provisions

- Pour risques

La société constate une provision lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers, que la perte ou le passif en découlant est probable et qu'elle peut être raisonnablement évaluée. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions pour litiges sociaux sont évaluées par la direction des ressources humaines en fonction des risques encourus par la société et de l'état d'avancement des procédures en cours.

- Réglementées

Il s'agit de l'amortissement dérogatoire lié à l'ensemble des projets informatiques. La durée d'amortissement fiscal pratiquée est d'un an.

2.7 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les coûts d'émissions d'obligations et d'emprunts sont comptabilisés en charges externes puis étalés sur la durée de l'obligation en charges à répartir.

2.7.1 – Titres négociables à court terme (NEU CP)

Les titres négociables à court terme sont émis par LNA Santé auprès de cinq agents placeurs, en fonction des demandes d'investisseurs sur le marché monétaire, pour des durées variables (entre 1 et 12 mois).

La rémunération est basée sur la base d'un taux Euribor et d'une marge liée à la maturité du placement.

Les titres négociables ont pour objectif le financement des encours de travaux et actifs immobiliers destinés à être cédés.

L'émission totale ne peut excéder 120 millions d'euros correspondant au plafond enregistré auprès de la Banque de France.

Au 31 décembre 2019, l'encours était de 114 millions d'euros

2.7.2 - Crédit syndiqué

Le crédit syndiqué finance les opérations d'acquisitions et couvre le programme d'émission de NEU CP contre le risque de liquidité.

Il consiste en un engagement signé avec 10 partenaires bancaires portant depuis janvier 2018 sur une enveloppe de 200 millions d'euros, répartie entre eux.

La date d'échéance du crédit syndiqué a été prorogée d'un an en décembre 2019 et est désormais le 22 janvier 2025.

Les tirages sont effectués en fonction des besoins pour une durée déterminée (1 mois, 3 mois ou 6 mois).

Au 31 décembre 2019, l'encours était de 68 millions d'euros

2.7.3 - Dette obligataire Euro PP

Il s'agit d'une souche de 51,2 millions d'euros, au format non coté Euro PP à échéance le 31 juillet 2022 et au taux de 3,686 %, qui finance les autorisations d'exploiter des établissements une fois restructurés.

2.8 - Instruments financiers dérivés

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à sa dette financière à taux variable, LNA Santé utilise des instruments financiers dérivés d'échange de taux d'intérêt (swaps et caps).

L'objectif de ces transactions est de transformer le taux variable de la dette en taux fixe et d'encadrer le risque de taux en fonction des anticipations de leur évolution. Cette politique, suivie de manière dynamique, peut donner lieu, en cours d'exercice, en fonction de l'évolution des taux de marchés, à des ajustements dans les positions de couverture.

La société applique le règlement n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Les dérivés de taux qui sont qualifiés de couverture sont enregistrés *pro rata temporis* sur la durée des contrats, sans effet sur la valeur nominale de la dette financière dont le taux est couvert.

Les dérivés de taux qui ne sont pas qualifiés de couverture (positions ouvertes isolées) sont réévalués à leur valeur de marché à la date de clôture et figurent au bilan. Les gains non réalisés résultant de cette réévaluation sont différés et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque à due concurrence.

Les instruments dérivés de taux de la Société s'analysent ainsi :

En milliers euros	Montant couvert au 31/12/2019	Echéancier			Valeur de marché au 31/12/2019
		A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dérivés qualifiés de couverture	33 019	17 402	6 938	8 679	-551
Positions ouvertes isolées	88 365	47 003	15 041	26 321	-1 471
Dérivés de taux	121 384	64 405	21 979	35 000	-2 023

Au 31 décembre 2019, la provision pour risques s'élève à 1 471 milliers d'euros.

2.9 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation des mandats de gestion et de redevance de marque aux sociétés d'exploitation, de mandats d'assistance technique immobilière et également de facturation de frais et de locations immobilières.

2.10 Résultat financier

La société détient les titres de sociétés en nom collectif ayant pour objet principalement de la promotion immobilière. Les résultats de ces sociétés sont comptabilisés en résultat financier sur le même exercice que celui de constatation des produits et des charges d'activité immobilière.

2.11 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'opérations ou d'évènements clairement distincts des activités ordinaires de la société et qui ne sont pas, de fait, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Le résultat exceptionnel de la période intègre la dépréciation des comptes courants pour un montant de 1 671 498 euros.

2.12 Impôt société et intégration fiscale

La société LNA Santé est la société mère d'un périmètre de 37 sociétés membres au 31 décembre 2019. A ce titre chaque société membre comptabilise l'impôt société selon les règles de droit commun telles qu'elles s'appliqueraient en l'absence d'intégration.

A la clôture d'un exercice, la société membre dont le résultat fiscal serait déficitaire ne serait titulaire à raison de cette situation d'aucune créance sur la société LNA Santé. En revanche, la société LNA Santé comptabilise une créance d'impôt liée à ces déficits. Au 31 décembre 2019, la créance de la société LNA Santé à l'égard des membres s'élève à 6 095 363 euros.

Les économies d'impôt réalisées par le Groupe, non liées aux déficits et aux moins-values, restent acquises à la société LNA Santé.

L'impôt sur les sociétés s'élève à 533 457 euros et se répartit ainsi :

- en propre : un crédit d'impôt de (203 926) euros, (32 633 euros de crédit d'impôt famille et 110 886 euros de crédit d'impôt mécénat, crédit impôt recherche 60 407 euros),
- dans le groupe fiscal : charges d'impôt de 1 508 011 euros,
- la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 95 781 euros,
- produit d'impôt société lié à la fusion (866 409) euros.

III. AUTRES INFORMATIONS

1 Engagements de retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés.

L'évaluation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base des hypothèses suivantes :

Indicateurs	31/12/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation	0,67 %	1,62 %
Evolution des salaires	5 %	5 %
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2017
Age de départ	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50 %	50 %
Modalités de départ	Volontaire	Volontaire

2 Attribution gratuites d'actions

Suite à l'assemblée générale mixte en date du 22 juin 2016, le conseil d'administration a décidé, lors de la séance du 13 décembre 2017, de la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions « Plan 2017-2020 », au profit de trois dirigeants mandataires sociaux. Ce plan prévoit l'attribution d'un total de 40 500 actions gratuites existantes ou à émettre.

La provision pour risque s'élève, au 31 décembre 2019, à 538 milliers d'euros.

3 Consolidation

La société anonyme LNA Santé est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Vertou (44) au 7 boulevard Auguste Priou et inscrite au RCS sous le numéro 388 359 531. La société LNA Santé SA est la société mère consolidante du groupe LNA Santé. Les états financiers consolidés du groupe sont disponibles et consultables sur le site internet : <http://www.lna-sante.com>

4 Crédit Impôt Recherche

La société LNA Santé a comptabilisé un Crédit Impôt Recherche sur l'exercice 2019 pour un montant de 60 407 euros.

Les projets valorisés portent sur :

- l'amélioration de la prise en charge du patient en HAD,
- l'amélioration de la prise en charge thérapeutique du patient SSR,
- l'amélioration de la prise en charge thérapeutique en EHPAD,
- l'amélioration de la qualité de vie du résident/patient.

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les mesures de contraintes et de sûretés sanitaires décidées par les autorités publiques dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID 19 emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite.

Nul ne pouvait prévoir ou anticiper la survenance d'un tel phénomène. Dès lors, les conséquences qui en découlent sur la situation financière des entreprises est difficilement prévisible, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée et les conditions d'application des mesures de restrictions en cours mais également des modalités de reprise de l'activité post crise dans les différentes zones concernées.

Par ailleurs, concernant notre entreprise, du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes, certains services peuvent devoir être mis à l'arrêt, ce qui peut avoir des conséquences en chaîne sur d'autres approvisionnements à court ou moyen terme. De même, si certains services n'étaient plus rendus par nos principaux prestataires, cela pourrait conduire au ralentissement ou à l'arrêt de certaines activités ou segments d'activité.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles et non quantifiables liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie au titre de l'exercice 2020, sans remettre en question la perspective même de continuité d'exploitation.

Principaux postes du bilan et de compte de résultat

Immobilisations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2018	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2019
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	7 779 476	965 708		206 647	8 538 536
Total 1 Incorporelles	7 779 476	965 708		206 647	8 538 536
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements					
Installations générales et agencements	336 829	229 441			566 270
Installations techniques, matériels et outillages	47 322	25 572			72 894
Matériel de transport	32 380	5 568		6 129	31 819
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 133 696	782 312		2 200	2 913 808
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	2 550 227	1 042 893		8 329	3 584 791
Autres participations	283 550 426	73 202 372	4 807 346	29 099 223	332 460 921
Prêt et autres immobilisations financières	19 254 813	224 008		103 178	19 375 642
Total 3 Financières	302 805 239	73 426 380	4 807 346	29 202 401	351 836 564
TOTAL	313 134 942	75 434 981	4 807 346	29 417 377	363 959 891

Etat des amortissements

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2018	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2019
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 020 902	649 267	19 284	5 650 884
Total 1 Incorporelles	5 020 902	649 267	19 284	5 650 884
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	160 987	48 866		209 853
Installations techniques, matériels et outillages	23 777	10 695		34 472
Matériel de transport	19 004	16 055	4 765	30 294
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 323 760	299 601	2 200	1 621 161
Emballages récupérables et divers				
Total 2 Corporelles	1 527 528	375 215	6 964	1 895 779
TOTAL	6 548 429	1 024 482	26 248	7 546 663

Charges à répartir

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2018	Augmentations	Dotations	Au 31/12/2019
Frais d'émission d'emprunts à étaler	2 079 922	150 000	19 284	5 650 884
TOTAL	2 079 922	150 000	436 511	1 793 411

Provisions et dépréciations

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2018	Dotations	Reprises	Au 31/12/2019
Amortissements dérogatoires	1 159 467	290 574	145 293	1 304 748
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 159 467	290 574	145 293	1 304 748
Provisions pour litiges sociaux	80 945	30 000	80 945	30 000
Autres provisions pour risques				
TOTAL	1 436 195	684 415	80 945	2 039 665
Dépréciations titres de participations	8 020 041	780 000		8 800 041
Autres dépréciations	14 897 082	1 671 498	4 300 157	12 268 423
DEPRECIATIONS	22 917 123	2 451 498	4 300 157	21 068 464
TOTAL	25 512 785	3 426 487	4 526 395	24 412 876

La reprise de la provision pour risques correspond à une provision utilisée.

Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 308 498 127 € en valeur brute au 31/12/2019 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	159 473 914	13 852 338	145 621 576
Créances rattachées à des participations	140 098 271	13 628 543	126 469 728
Prêts	3 011	3 011	
Autres immobilisations financières	19 372 632	220 784	19 151 848
ACTIF CIRCULANT :	149 024 213	147 842 013	1 182 200
Clients	11 302 448	11 302 448	
Personnel et comptes rattachés	6 854	6 854	
Organismes sociaux	797	797	
Etat : impôts et taxes diverses	599 422	599 422	
Groupe et associés	134 541 621	134 541 621	
Débiteurs divers	1 968 865	786 665	1 182 200
Charges constatées d'avance	604 206	604 206	
TOTAL	308 498 127	161 694 351	146 803 776
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	6 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	3 178		

Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	52 001 427	801 427	51 200 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	2 461 741	2 461 741		
à plus d'1 an à l'origine	107 391 465	25 974 829	27 263 265	54 153 372
Emprunts et dettes financières divers	114 715 662	114 715 662		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 286 017	5 286 017		
Personnel et comptes rattachés	1 457 611	1 457 611		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 655 397	1 655 397		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices	2 732 449	2 732 449		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 696 321	1 696 321		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	206 558	206 558		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	224 296	224 296		
Groupe et associés	73 463 354	73 463 354		
Autres dettes	6 218 823	820 212	5 398 610	
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	369 511 121	231 495 874	83 861 875	54 153 372
Emprunts souscrits en cours d'exercice	81 600 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	51 411 231			

Charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
Emprunts et dettes financières	806 670	808 268	-1 598
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 818 500	995 932	822 568
Autres dettes	52 702	18 612	34 090
Dettes fiscales et sociales	2 269 711	2 351 759	-82 048
Intérêts courus sur découvert	178 746	493 207	-314 460
Intérêts courus sur compte courant groupe	140 753	74 102	66 651
TOTAL	5 267 082	4 741 880	525 203

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
Intérêts courus sur créances	180 860	286 005	-105 145
Clients – Factures à établir	101 457	290 120	-188 663
Etat – produits à recevoir	-	194 458	-194 458
Autres créances	17 026	3 005	14 021
Intérêts courus sur compte courant	425 253	243 490	181 763
Intérêts courus sur CAT, compte rémunéré, retenue de garantie	79 783	138 408	-58 625
TOTAL	804 379	1 155 486	-351 107

Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
Sous-traitance	1 354	2 585	-1 231
Hébergement informatique	176 411	145 623	30 788
Assurance	1 377	-	1 377
Maintenance	230 564	227 300	3 264
Documentation	1 594	14 519	-12 926
Publicité – Marketing	31 321	88 124	-56 803
Honoraires	31 760	-	31 760
Frais de recrutement	18 010	16 880	1 130
Séminaires	65 000	45 000	20 000
Frais de déplacements - réception	-	2 370	-2 370
Commission et frais sur emprunts	-	749	-749
Intérêts sur autres dettes (Titres négociables à court terme)	46 815	50 590	-3 775
TOTAL	604 206	593 740	10 466

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice	Nombre de titres à la clôture de l'exercice
Actions ordinaires	5 167 586	-8 925	5 158 661
Actions sans droit de vote	54 738	610	55 348
Actions à droit de vote double	4 483 613	8 315	4 491 928
Nombre d'actions total	9 705 937	-	9 705 937

Valeur nominale en euros de l'action: 2,00

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		165 710 679
Distributions sur résultats antérieurs		-3 667 019
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		162 043 660
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	145 293	290 574
Autres variations		
Résultat de l'exercice		10 083 139
SOLDE		10 228 420
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		172 272 080

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 se ventile de la façon suivante :

	Chiffre d'affaires			Total 31/12/2018	%
	France	Export	Total 31/12/2019		
Mandats de gestion et redevances de marque	28 499 225	120 900	28 620 125	27 555 414	3.9%
Contrats assistance maîtrise d'ouvrage	885 357	-	885 357	1 192 106	-25.7%
Locations immobilières	7 459 941	-	7 459 941	6 604 878	12.9%
Produits divers	3 959 345	120 187	4 079 532	4 243 987	-3.9%
Total	40 803 868	241 087	41 044 955	39 596 385	3.7%

Transfert de charges

Exprimé en €

Nature des transferts	31/12/2019	31/12/2018
Frais émission d'emprunts	150 000	1 102 743
Prévoyance salariés	74 841	36 255
Avantage en nature	89 802	84 674
Sinistres véhicules et mobiliers	-	15 582
Formations salariés - remboursement organisme de formation	15 960	2 411
TOTAL	330 602	1 241 665

Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 7 207 985 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS FINANCIERS	12 674 610	12 142 539
Dividendes	8 000 689	7 862 288
Revenus sur prêts intragroupe	951 141	655 488
Produits financiers sur comptes courants	592 093	705 978
Autres intérêts et produits assimilés	355 149	282 117
Résultat (produits) des foncières	2 671 270	2 636 668
Reprises sur provisions pour dépréciations des titres	104 268	-
CHARGES FINANCIERES	5 466 625	4 845 456
Intérêts sur dettes bancaires et autres dettes	2 619 144	2 764 674
Charges financières sur prêts intragroupe	-	626
Charges financières sur comptes courants	185 467	127 561
Charges nettes sur instruments financiers	742 969	670 723
Résultat (charges) des foncières	717 657	460 401
Autres charges financières	3 087	70 698
Dotations aux provisions pour risques et charges financières	318 300	303 800
Dotations aux provisions dépréciation valeurs mobilières de placement	-	146 973
Provisions pour dépréciation de titres	780 000	300 000
RESULTAT FINANCIER	7 207 985	7 297 083

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 684 428 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 569 232	3 357 300
Cessions immobilisations incorporelles	184 167	172 482
Cessions immobilisations corporelles	7 000	26 100
Cessions immobilisations financières	-	2 539 020
Autres produits exceptionnels	-	4 299
Reprises amortissements dérogatoires	145 293	176 814
Reprises dépréciations exceptionnelles	4 195 890	-
Transfert produits exceptionnels	1 011	379 175
Produits exceptionnels sur opération de gestion	35 871	59 410
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 884 804	26 853 369
VNC immobilisations incorporelles	187 363	189 335
VNC immobilisations corporelles	1 364	11 862
VNC immobilisations financières	1 732 125	11 346 618
Amendes et pénalités	1 880	-
Dotations amortissements dérogatoires	290 574	335 409
Malis rachat actions propres	-	379 175
Dotations dépréciation compte courant	1 671 498	14 590 970
RESULTAT EXCEPTIONNEL	684 428	-23 496 069

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt 2019	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	10 166 145	377 708	9 788 437
Résultat exceptionnel à court terme	684 428	212 756	471 672
Participation des salariés	(233 977)	(57 007)	(176 970)
RESULTAT COMPTABLE	10 616 596	533 457	10 083 139

Situation fiscale différée et latente

Rubriques Exprimé en €	31/12/2019	31/12/2018
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementaires :		
Provisions pour hausse de prix		
Provisions pour fluctuation des cours		
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires	343 194	386 488
Subventions d'investissement		
TOTAL ACCROISSEMENTS	343 194	386 488
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
Congés payés		
Participation des salariés	43 874	30 482
Autres	7 115	10 822
A déduire ultérieurement :		
Provisions pour propre assureur		5 263
Autres		
TOTAL ALLEGEMENTS	50 989	46 567
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	292 205	339 921
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées	-23 606	
Charges à répartir	51 060	
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	0	0

INFORMATIONS DIVERSES

E.T.P moyen du personnel salarié

En 2019, l'E.T.P moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectifs	31/12/2019	31/12/2018
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Cadres	123	117
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Agents de maîtrise	7	4
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Techniciens	47	45
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Employés	13	13
TOTAL	190	178

Rémunération des dirigeants

Exprimé en €

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Engagements de retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées	539 563		539 563	

Liste des filiales et des participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote Part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dépréciation des comptes courants	Chiffre d'affaire HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
BIAGIS	7 500	239 138	100	7 500	7 500	0	0	343 431	44 449	0
LÉS OISEAUX	1 503 418	-100 659	100	9 477 174	1 357 174	0	0	4 514 448	-390 093	0
CLINIQUE DE BAZINCOURT	38 112	-1 943 009	100	7 462 431	7 462 431	2 055 099	0	10 788 451	-289 178	0
LNA RETRAITE	119 132 240	40 990 492	100	153 155 627	153 155 627	28 745 834	-210 054	68 567 951	8 849 190	4 527 025
LNA ES	5 743 273	79 146 115	79	5 351 084	5 351 084	71 379 821	0	145 498 578	12 899 672	2 762 885
LNA BELGIQUE	480 000	-3 844 415	100	479 900	479 900	13 390 967	-3 490 963	1 133 067	-1 375 671	0
FONCIÈRE GNA	7 700	1 077 116	100	7 700	7 700	9 870 826	0	3 375 648	204 777	0
REAL ESTATE	7 500	-775 892	100	7 500	7 500	14 759 039	0	32 733	-775 892	0
MF BANDOL 83	100	25 431	99	99	99	1 437 367	0	31 028	25 431	0
MÉDICA FONCIÈRE 83	7 700	-3 019	99	19 312	19 312	6 616	0	6 616	-3 168	0
MF YERRES 91	100	5 192	99	99	99	5 139	0	0	5 192	0
MF COURBEVOIE 92	100	0	99	99	99	780 153	0	0	0	0
MF TOULON 83	100	183 348	99	99	99	181 514	0	0	183 348	0
MF VINCENNES 94	100	0	99	99	99	2 838 000	0	0	0	0
MF MAINVILLIERS 28	100	-43 593	99	99	99	2 501 160	0	8 462	-43 593	0
MF AMIENS 80	100	-1 222	99	99	99	2 573 434	0	0	-1 222	0
MF CHATOU 78	100	-31 409	99	99	99	80 010	0	9 392	-31 409	0
MF IMR 93	100	339 263	99	99	99	335 871	0	359 415	339 263	0
MF MARTIGUES 13	100	0	99	99	99	1 793 496	0	0	0	0
MÉDICA SERRIS 77	100	15 111	99	99	99	548 518	0	15 631	15 111	0
MF VERTOU 44120	100	48 132	99	99	99	47 650	0	5 016 670	48 132	0
MÉDICA FONCIÈRE 06	7 500	202 650	99	7 425	7 425	202 897	0	339 314	204 947	0
MÉDICA FONCIERES GARCHES 92	10 650	-9 735	99	3 151	3 151	2 142	0	0	-9 687	0
MÉDICA FONCIÈRE LA CELLE 78	100	2 147	99	99	99	12 980	0	0	2 147	0
MÉDICA FONCIÈRE BRETEUIL	100	85 655	99	99	99	98 617	0	88 333	85 655	0
MÉDICA FONCIÈRE LMB 41	100	-6 421	99	99	99	93 613	0	0	-6 421	0
MÉDICA FONCIÈRE D'ÉPINAY	1 046 400	20 246 201	100	9 711 761	9 711 761	0	0	97 923	741 407	313 920
MF 72 MONTHÉARD	100	-5 291	99	99	99	0	0	0	-5 291	0
MF VILLENAVE 33	100	-6 338	99	99	99	12 011	0	2 067	-6 338	0
MF ST-ROGATIEN 17	100	0	99	99	99	119 817	0	0	0	0
MF MONTLOUIS 37	100	-4 270	99	99	99	21 021	0	0	-4 270	0
MF BELZ 56	100	-7 341	99	99	99	23 404	0	0	-7 341	0
MF 11 NARBONNE	100	-7 124	99	99	99	5 699 294	0	0	-7 124	0
MF FALICONNIÈRE 061	100	-433 712	99	99	99	0	0	0	-433 712	0
MF 77 LA FERTÉ	100	-4 332	99	99	99	10 080	0	0	-4 332	0
MF BREST 29	100	0	99	99	99	0	0	0	0	0
MF THEIX 56	100	-54 683	99	99	99	6 209 492	-4 725 136	0	-54 683	0
MF POITIERS 86	100	2 098	99	99	99	46 809	0	0	2 098	0
MF TOURS 37	100	-3 042	99	99	99	196 730	0	0	-3 042	0
MF NANTES 44	100	-2 669	99	99	99	242 755	0	0	-2 669	0
MRLB	1 000	902 787	100	3 749 683	3 749 683	27 528	0	354 906	103 511	0
MF TALENCE 33	100	40 608	99	99	99	40 201	0	0	40 608	0
MF ENNERY 95	100	-147	99	99	99	0	0	34 538 997	-147	0
MF LA SEYNE 83	100	-27 061	99	99	99	1 268 146	0	0	-27 061	0
MF LANDERNEAU 29	100	797 231	90	90	90	717 508	0	29 988 703	797 231	0
MF LQEB94	100	85 824	99	99	99	16 968 254	0	2 468 644	85 824	0
MF MEAUX 77	100	0	99	99	99	8 753 077	0	0	0	0
LNA SERVICES	7 700	291 960	51	3 927	3 927	0	0	2 068 367	112 425	45 161
LNA TRAVAUX	10 000	-183 599	100	10 000	0	3 519 616	0	3 902 442	-110 467	0
MF 49 LA PLESSE	100	-5 248	99	99	99	11 182	0	0	-5 248	0

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
MF ST MAUR 94	100	-257	99	99	99	360 356	0	522 954	-257	0
MF MORET 77	100	0	99	99	99	1 061 000	0	0	0	0
MF ROSNY 93	100	-53 736	99	99	99	2 576 099	0	0	-53 736	0
FONCIÈRE SSR IMB	100	30 102	99	99	99	4 139 152	0	30 102	30 102	0
SCI DE LA PRINCESSE	1 000	-647 876	99	164 041	0	845 757	-560 212	0	-425 262	0
MF VANNES 56	100	894 550	99	99	99	885 605	0	0	894 550	0
MF ACHÈRES 78	100	-10 000	99	99	99	3 002 779	0	0	-10 000	0
MF PESSAC 33	100	-2 701	99	99	99	297 483	0	0	-2 701	0
MF LATRESNÉ 33	100	11 089	99	99	99	10 978	0	0	11 089	0
IMMOBILIÈRE DE LA FONTENELLE	50 000	-257 927	100	50 000	0	3 741 802	0	1 464 930	17 601	0
MF 44	100	-5 131	99	99	99	69 337	0	0	-5 131	0
MÉDICA FONCIÈRE MARSEILLE 131	100	-3 968	99	99	99	10 450	0	0	-3 968	0
GRIBOUILL'AGE	590 330	-523 434	66	473 500	17 500	257 933	-257 933	138 598	48 623	0
LNA ACHATS	1 000	1 173 327	100	1 000	1 000	160 000	0	4 630 639	344 833	200 000
2 - Filiales (détenues à moins de 50 %)										
LA CHÉZALIÈRE	230 198	871 096	20	266 249	266 249	506 857	0	5 145 502	511 318	94 984
LE CLOS CHAMPIROL	59 311	5 697 830	11	1 948 839	1 948 839	7 117 071	0	21 910 790	897 799	55 215

Parties liées

Les transactions et les soldes entre la société et les parties liées sont détaillés ci-dessous :

En milliers d'euros	2019	2018
Charges		
Assistance technique et mandat de vente	10	10
Produits		
Mandat d'assistance gestion	4	4
Autres produits	4	4
Bilan		
Clients	4	1
Comptes courants	37	49

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements donnés	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Nantissement de titres	3 141 250		3 141 250
Cautions données sur montants initiaux des emprunts	21 643 879		21 643 879
Cautions données sur prêts promoteur	21 487 000		21 487 000
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	1 678 249	1 678 249	
Cautions donnée aux propriétaires immobiliers pour le compte des filiales	9 716 983	9 716 983	
Cautions donnée aux banques pour le compte des filiales	2 251 592	2 251 592	
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations incorporelles	194 788		194 788
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations corporelles	10 747 950		10 747 950
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations financières	950 000		950 000
Promesse de foncier	300 000		300 000
Redevances de crédit bail	377 289		377 289
Intérêts sur emprunts	8 182 269		8 182 269
Engagements en matière de pension	1 382 716		1 382 716
	82 053 965	13 646 824	68 407 141

Engagements reçus

Engagements reçus	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Crédit Corporate – part RCF non utilisée	132 000 000		132 000 000
Cautions bancaires reçues au profit d'un tiers	300 000		300 000
	132 300 000		132 300 000

Engagements de crédit-bail

Exprimé en €

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE			0	702 013	702 013
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				262 143	262 143
Exercice en cours				148 916	148 916
TOTAL				411 059	411 059
VALEUR NETTE				290 954	290 954
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				272 787	272 787
Exercice en cours				149 325	149 325
TOTAL				422 112	422 112
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				132 317	132 317
A plus d'un an et moins de 5 ans				151 867	151 867
A plus de cinq ans					
TOTAL				284 184	284 184
VALEUR RESIDUELLE				93 105	93 105
Montant pris en charge dans exercice			6 177	151 037	157 214